

# La République

Quotidien d'information générale - Série III n° 1050 Prix : 2000 Fc

Directeur de Publication : Jacques Famba

Tél. 0899311288 - 0998190510, Courriel : larepublique@nyota.net, [www.nyota.net](http://www.nyota.net)

Récépissé n°MIN/CM/LMO/053/2015

Tel un diable dans un bénitier

(Lire en page 12)

## Le Fcc se bat pour le retour de Joseph Kabila en 2023

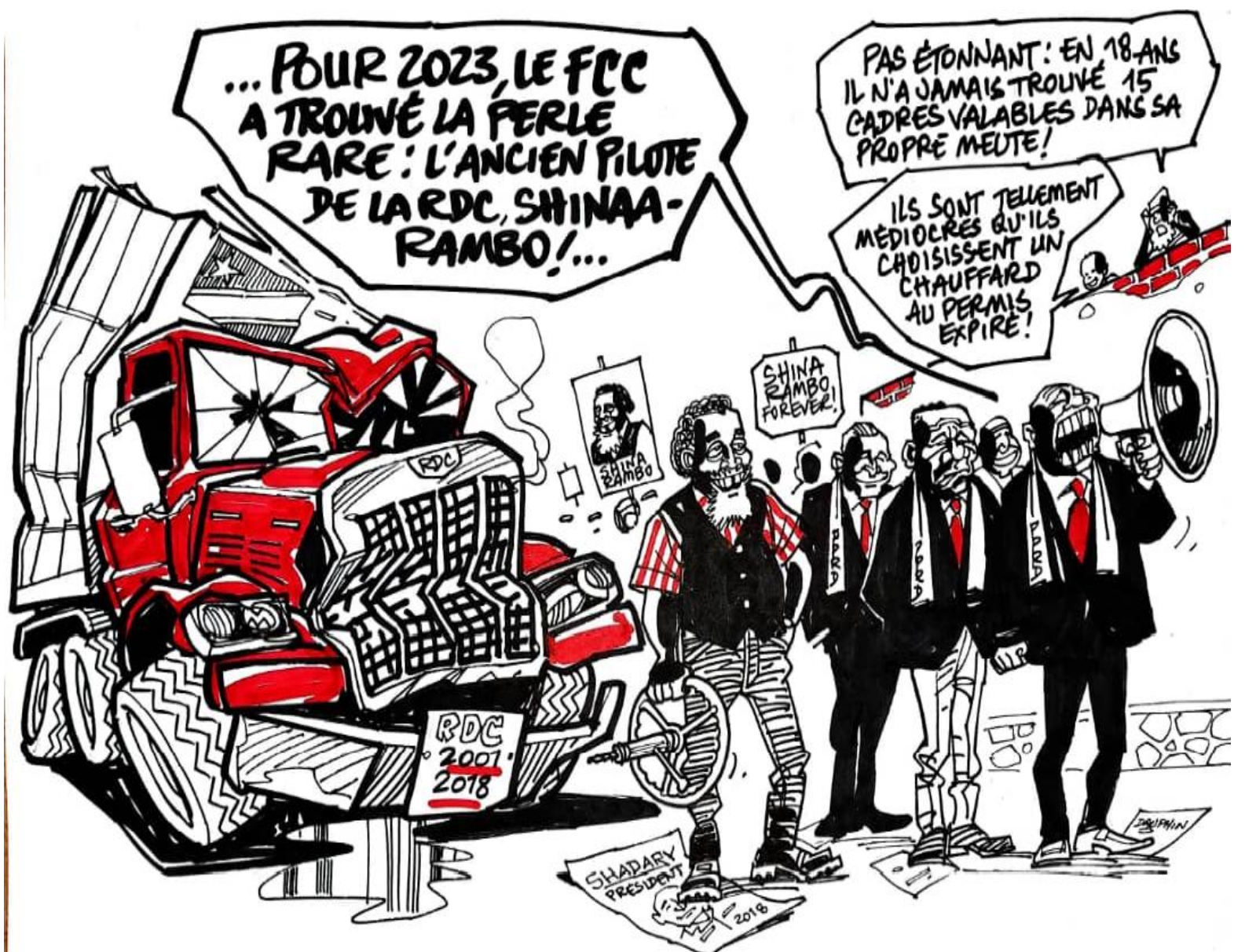
Haut-Katanga /  
Abandon de la route

Kasenga - Kikoko

**SEMPYA**

en (Lire en page 2)

**marche pacifique demain mardi**



**Le système à la base de l'insécurité à Lubumbashi démantelé**

(Lire en page 4)

CALENDRIER DE LIGUE 1 PHASE

**Les 18 matches aller du TP Mazembe**

(Lire en page 11)

## Lubero : trois milices sèment la terreur dans le secteur de Bapere



Une vue de la cité de Kanyabayonga en territoire de Lubero. Photo Radio Okapi Marc MaroFimbo

Trois groupes armés sèment la terreur dans le secteur de Bapere en territoire de Lubero (Nord-Kivu), a dénoncé dimanche 20 septembre la société civile locale. Il s'agit de de l'Union des patriotes pour la libération du Congo (UPLC), du Rassemblement national lumumbiste (RNL) et Congo Ebebi, qui s'acharnent sur la population. La même source dit avoir dénombré plusieurs cas d'enlèvements et d'intimidation envers les activistes, mais aussi les journalistes de la région.

Le dernier cas d'intimidation date du samedi dernier, où un élément du groupe Mai-Mai Congo Ebebi a fait irruption dans les installations de la Radio du Peuple pour son Education (RPE) de Njiapanda pour intimider les journalistes, expliquent des sources locales.

Selon la société civile, ce

même groupe a enlevé le weekend dernier un cultivateur et habitant de Njiapanda, qui reste toujours porté disparu. En plus de cela, renseigne toujours la même source, à Mambume, ces groupes armés imposent des travaux forcés, perçoivent des taxes illégales auprès de la population et volent du bétail.

NassonLuvatshi, président de la société civile de Njiapanda, demande aux autorités de faire de leur mieux pour restaurer l'autorité de l'Etat dans cette zone, afin d'éviter un drame et même la famine, car ces rebelles empêcheraient les habitants de se rendre dans leurs champs.

Tous les efforts déployés par Radio Okapi pour avoir la réaction de l'administrateur du territoire de Lubero, Richard Nyembo wa Nyembo, n'ont pas abouti.

## Plusieurs quartiers de Bunia toujours privés d'eau

Trois techniciens du réseau de distribution d'eau de Ngongo ont été kidnappés depuis vendredi 18 septembre par les miliciens de la Force patriotique et intégrationniste du

Congo (FPIC) au village qui porte le même nom à environ 16 kilomètres de Bunia (Ituri). Ces agents effectuaient des travaux de raccordement de tuyauterie de cette régie, qui a été sabotée lundi dernier par cette milice. Conséquences : des milliers d'habitants de différents quartiers de la ville de Bunia sont toujours privés d'eau potable.

Depuis quelques jours, certains quartiers de Bunia - notamment Ngezi, Bakoko, Mudzipela - ne sont plus desservis en eau du réseau Ngongo, dont les tuyaux avaient été détruits par les miliciens de la FPIC. Préoccupée par la souffrance de la population, cette régie a dépêché ses agents à la station de captage pour réparer les tuyaux endommagés.

Mais, ces derniers ont été enlevés par des miliciens qui circulaient dans la zone, affirment des sources concordantes. Ces techniciens étaient accompagnés d'un chef coutumier, qui a été également pris en otage par ces assaillants. Jusque-là, leur sort n'est pas connu.

Des militaires des FARDC ont été déployés dans la zone pour rechercher ces personnes. Aucune trace ni indice de ces gens n'est visible à ce jour.

Cette situation révolte la population locale, qui lance un cri de détresse au gouvernement.

C'est la deuxième équipe des agents du réseau Ngongo à être kidnappée par ces inciviques. Le premier groupe d'agents a été relâché quelques heures après l'incursion lundi de ces hommes armés vers Mwangana.

La pénurie d'eau s'aggrave dans certains quartiers de Bunia. Plusieurs puits d'eau ont tari à cause de la forte concentration de la population en quête de cette denrée rare. Cette situation oblige certains habitants à recourir aux eaux souillées des rivières.

## Kinshasa : la prolifération des stations-services inquiète

Le collectif contre la vie chère et la défense des droits des consommateurs s'inquiète de la prolifération de ces derniers temps des stations-services à Kinshasa, sans respect des normes et conditions fixées par la loi. Dans une déclaration samedi 19 septembre à Kinshasa, Jean-Pierre Kayembe, prési-

dent de ce collectif, a alerté les autorités du pays sur le danger que présentent ces stations des distributions des produits pétroliers en construction à côté des habitations, des écoles, et autres lieux de culte.

Il cite à titre illustratif les stations en construction aux croise-

ments des avenues Kabambare et Lwamba (ex-Bokasa), Kabambare et Kasai ainsi que Victoire et Université.

Jean-Pierre Kayembe demande l'annulation pure et simple des permis de construction de ces nouvelles stations en vue de préserver les populations riveraines.

### Haut-Katanga / Abandon de la route Kasenga - Kikoko

## SEMPYA en marche pacifique demain mardi

L'association socio-culturelle SEMPYA a saisi l'autorité du territoire de Kasenga pour une marche pacifique demain mardi en protestation de l'abandon du chantier de réhabilitation de la route Kikoko - Kasenga. Ce tronçon routier, on le rappelle, est d'une importance capitale dans la vie socio-économique des habitants de ce terri-

toire. La correspondance afférente à la manifestation précise que depuis le coup d'envoi des travaux de réhabilitation de ce tronçon de 71 kilomètres par le gouverneur du Haut-Katanga, Jacques Kyabula, rien n'est fait sur le terrain, maintenant la population de ce territoire isolé de la ville de Lubumbashi.

ASSOCIATION SOCIOCULTURELLE SEMPYA, FOHAKAT ET KIKOKO Kasenga, le 17/09/2020

Réf : 001/ASS.SOC.CULT/K'GA/09/2020

Transmis copie pour information :

- Au Chef d'Antenne de la commune de Kasenga
- Au commandant PNC Ciat Ter/Kasenga
- A Monsieur le Chef de Poste ANR/DSI Kasenga (TOUS) à KASENGA

-----

Concerné : Marche pacifique

A Monsieur l'Administrateur de Territoire de Kasenga à KASENGA.

Monsieur l'Administrateur,

Nous comités : Fondation Haut-katangaise, l'Association Socioculturelle SEMPYA et l'Association Socioculturelle KIKOKO/KASENGA venons vous informer que nous organisons une marche pacifique conformément à la constitution (art. 26) pour ce mardi 22 septembre 2020 au chef-lieu du territoire Kasenga pour réclamer la réhabilitation immédiate de la route KASENGA-KASOMENO.

En effet, depuis le lancement officiel de la réhabilitation du tronçon Kasenga - Kasomeno de 71 Km par le Chef de l'Exécutif Provincial Monsieur le Gouverneur Jacques KYABULA KATWE rien n'a été entrepris jusqu'à présent et vu les menaces de dame la pluie qui vient de donné un signal fort et inquiétante, de peur que les habitants de la commune rurale Kasenga et ses environs soient isolés de la ville de Lubumbashi et consorts si rien ne sera fait dans l'immédiat, voilà la raison de notre marche qui sera pacifique et respectant les lois de notre pays.

Sur ce, nous sollicitons l'encadrement et la protection de tous les manifestants par les agents de sécurité. En annexe l'itinéraire de la marche.

Nos sentiments patriotiques.

Pour les présidents :

- SEMPYA  
Mwembo Hafuta
- FOHAKAT/KASENGA  
NGOSA KISAMA - Jean-Baptiste
- KIKOKO/KASENGA  
KASU MWA-MWANBWE

Contacts :

- 0829481869
- 0813812469
- 0995848983

NGOSA KISAMA Jean-Baptiste Dédé  
Prési. Territorial FOHAKAT KASENGA.

REPUBLICQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO  
FONDATION HAUT-KATANGAISE  
FOHAKAT  
COMITE TERRITORIAL  
KASENGA

**La République**  
2, Avenue des Entreprises,  
Immeuble Sema, Gare centrale,  
Kinshasa-Gombe

**Directeur de Publication**  
Jacques Famba

**Coordonnateur de la Rédaction**  
Boendy Bo Lokanga  
+243999199410

**Collaborateurs**  
Boendy BL  
Gaston Liande  
**Rédaction**  
**Enquête et Reportage**  
Boendy BL  
0990307909  
Jacques Famba  
**Secrétaire de rédaction**  
Beni Joel Dinganga  
**technique**  
Benoit Mutshipayi  
**Secrétaire de rédaction**  
PAO  
Abedi Salumu

**Direction Commerciale et Financière**  
Dominique Lumumba  
0815011886, 0997440728

**Lubumbashi**  
Freddy Tshijika  
Jean L. Mwamba

**Distribution**  
Bertin Sefu  
Senga Jean-Victor

**Vente**  
-

**Images**  
Dieudonné Kanyinda  
Bram's

49<sup>ème</sup> réunion du conseil des ministres

## Félix Tshisekedi pour le deal avec le FMI

Le Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, respectueux de la tradition, a présidé par visioconférence, à partir de son cabinet de travail de la Cité de l'Union africaine, la 49<sup>ème</sup> réunion du Conseil des ministres hebdomadaire de chaque vendredi.

Cinq points étaient inscrits à l'ordre du jour de cette réunion tenue en virtuel, à savoir la Communication du Chef de l'État, les Points d'informations, l'Approbation d'un relevé des décisions du conseil des ministres, l'Examen et l'adoption des dossiers et l'Examen et l'adoption des projets des textes.

Le Conseil des ministres de ce vendredi s'est ouvert, comme à l'accoutumée, par la Communication du Chef de l'État aux membres du gouvernement. La particularité en cette réunion est, qu'en ce qui concerne l'examen et l'adoption des dossiers, le vice-premier ministre, ministre du Budget a présenté « la préfiguration de l'avant-projet de la loi des finances de l'exercice 2021 ».

Aux points d'informations, le Vice-premier ministre, ministre de l'Intérieur, sécu-

rité et affaires coutumières et le ministre de la Défense nationale et anciens combattants ont exposé, tour à tour, respectivement sur l'état et l'administration du territoire et la situation sécuritaire sur l'ensemble du territoire national.

Le ministre de la Santé publique a présenté le tableau synoptique de la pandémie des COVID-19 et autres épidémies en République démocratique du Congo. Invité à prendre part au Conseil des ministres, le Gouverneur de la Banque centrale du Congo a, quant à lui, présenté l'évolution de la situation récente sur le marché des changes.

Un relevé des décisions de la 48<sup>ème</sup> réunion du Conseil des ministres du vendredi 11 septembre 2020 a également été fait. Le Directeur de cabinet à.i de Chef de l'État, Désiré Kashmir Kolongele Eberande a assisté à cette réunion aux côtés du Président de la République.

Le compte-rendu de la réunion sera fait par le ministre d'État, ministre de la Communication et médias, porte-parole du gouvernement. ACP/LR

## Le système à la base de l'insécurité à Lubumbashi démantelé

Le système à la base de l'insécurité à Lubumbashi, chef-lieu de la province du Haut-Katanga, a été démantelé, la paix et la sécurité retrouvées dans la ville, a affirmé le major Dieudonné Ngoy, directeur du service de communication et information (SCIFA) des FARDC, peu avant de prendre l'avion samedi à l'aéroport international de Ndjili, à destination de cette capitale provinciale. Selon lui, les FARDC ont pu mener une observation minutieuse ayant permis à beaucoup d'éléments de se révéler et des fournisseurs d'équipements, pris en flagrant délit, étaient tombés dans le filet de l'armée. Parmi eux figuraient des déserteurs et des démobilisés de l'armée ainsi que des bandits venus de provinces voisines du Haut-Katanga. Ces inciviques avaient mis en place leur propre mode opératoire assimilé à un terrorisme qui a poussé la population à se prendre en charge, parfois par une justice populaire, d'ailleurs non acceptée par l'armée.

Pour poursuivre cette dynamique, le commandement militaire sollicite une collaboration de la population pour dénoncer les suspects à travers les numéros verts mis par l'armée pour cette fin.

Par ailleurs, assez souvent sur demande de l'autorité politico administrative, l'armée peut intervenir en soutien à la Police nationale congolaise (PNC), en cas de débordement, pour remettre de l'ordre partout où la population est mise en insécurité, a-t-il précisé.

Quant à la responsabilité des combattants de certains partis politiques accusés fréquemment d'être auteurs de violences dans la capitale cuprifère, l'officier des FARDC a fait remarquer que la politique n'intéresse pas l'armée. Mais certains inciviques, dont l'armée ignorait l'appartenance politique, avaient tenté de perturber l'ordre public. Le rôle de l'armée dans ce cas est de remettre de l'ordre comme ce fut le cas récemment à Kasumbalesa, important poste frontalier de la RDC avec la Zambie où la sécurité règne de nouveau et où le guichet unique de mobilisation de recettes publiques, fonctionne actuellement normalement, grâce à la paix retrouvée.

Ces résultats sont le fruit du changement intervenu à la tête du commandement



militaire de la 22<sup>ème</sup> région militaire avec l'avènement du général major Smith Gihanga Mutara qui a mis en place de nouvelles stratégies et pris de mesures adéquates pour mettre fin à la situation d'insécurité sur l'ensemble de provinces issues du démantèlement de l'ex-Katanga, a renchéri le jeune officier des FARDC.

A une question sur l'incursion de l'armée zambienne qui a occupé récemment quelques localités du sud-Est de la RDC, le jeune officier a soutenu que les FARDC sont catégoriques. Et l'armée nationale marche toujours sur les pas du commandant suprême des FARDC, le Chef de l'État Félix Antoine Tshisekedi qui, pour le cas d'espèce, avait privilégié les voies pacifique, diplomatique et du dialogue pour régler ce différend avec un pays frère, la Zambie. Lesquelles voies ont consacré la victoire de la RDC, a-t-il indiqué, avant de soutenir toutefois que nul n'est au-dessus de lois nationale, internationale et surtout dans les ensembles comme la communauté économiques des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) et la communauté de développement des pays de l'Afrique australe (SADC), a conclu la major Ngoy. Récemment, l'insécurité avait pris des proportions inquiétantes dans l'ex-Katanga, 2<sup>ème</sup> poumon économique de la RDC et riche en minerais.

## Paix à l'Est

## Le général Célestin Mbala à Goma pour requinquer les troupes



Le chef d'État-major général des Forces armées de la République Démocratique du Congo, le général Célestin Mbala, séjourne dans la ville de Goma, chef-lieu de la province du Nord-Kivu depuis vendredi où il est en mission d'inspection des troupes débutée à Bunia dans la province de l'Ituri.

Le chef d'État-major général des FARDC a été accueilli à l'aéroport international de Goma, par le Commandant de la 34<sup>e</sup> Région militaire.

Dans une interview à la presse, il dit être dans la partie Est du pays pour une mission d'inspection de commandement de l'armée régulière

dont l'objectif est de s'imprégner du comportement des militaires vis-à-vis de la population.

Le porte-parole des FARDC, Général Léon Richard Kasonga, a qualifié de satis-

faisant le travail qui a été et qui continue d'être abattu par les hommes de troupes.

« Les faits sont là, la situation est sous contrôle.

A Beni, l'activité a totalement repris partout, les constructions ainsi que l'activité économique reprennent. L'axe Beni-Kamongo est désormais rouvert au trafic, d'ailleurs le génie militaire est en train de faire le travail

au niveau de Mbau en direction de Nobili vers la frontière Ougandaise. A Pinga, vous dites qu'il y a la reconquête des groupes armés ça c'est vous qui le dites mais moi je vous dis que l'armée y mène des opérations de rigueur. A Bunia, vous avez posé la question, il y a eu

ce qu'il y a eu mais aujourd'hui la situation est aussi sous contrôle, bref tout est en règle et donc le chef d'État-major général est très satisfait », a indiqué le Général Léon Kasonga, porte-parole des FARDC.

## Kinshasa

## Les infrastructures de la Justice militaire font peau neuve



Les infrastructures abritant les différents services de la Justice militaire subissent une cure de jouvence, a constaté l'ACP samedi.

En effet, depuis quelques mois, les anciennes constructions ayant fait leur temps sans rafistolage ne répondaient plus au rendement substantiel.

A l'auditorat de la Gombe notamment, les vieilles toitures qui retenaient difficilement les gouttes de pluie du reste drues ont été détruites et remplacées par de nouvelles. Les plafonds qui

avaient dû être blancs dans un passé lointain bénéficient d'une réfection visiblement propre.

Des annexes et guérites absentes et pourtant indispensables sans oublier les toilettes ont également vu le jour.

Du côté de la commune de Limete, les services de la Justice militaires

situés à la 7<sup>ème</sup> rue " Industriel ", la haute hiérarchie de la Haute cour militaire a décidé l'érection d'un nouveau bâtiment à deux niveaux qui abriteront désormais les bureaux jadis installés dans des conteneurs, fruit de la coopération militaire française.

Cette action de la haute hiérarchie de la Haute cour militaire pourrait s'étendre à travers tout le territoire national au cas où un financement serait mis à la disposition de la Haute Cour militaire. ACP

LAMUKA

## La passation entre Muzito et Fayulu retardée



Adolphe Muzito reste à la tête de la coordination de la coalition Lamuka encore pour quelques jours. La remise et reprise entre les leaders du Nouvel élan, Muzito et de l'ECiDé, Fayulu initialement prévue pour ce samedi 19 septembre 2020, a été reportée en attendant la finalisation du rapport de la cellule politique.

Selon le porte-parole du coordonnateur de Lamuka, Steve Kivuata, le présidium sera convoqué ultérieurement dès que la cellule politique remettra le rapport au coordonnateur sortant, Adolphe Muzito.

« La cellule politique n'a pas fini les travaux lui confiés par le coordonnateur sortant ce vendredi. Il n'y aura donc pas de remise et reprise ce samedi », a annoncé

Steve Kivuata.

Après plusieurs mois à la tête de Lamuka suite notamment au covid-19 qui n'a pas permis au présidium de se réunir, Adolphe Muzito devra passer les commandes à Martin Fayulu la présidence tournante de la plateforme à Martin Fayulu pour une durée de trois mois.

Il sied de noter que Lamuka s'est assignée pour missions, a défense de la constitution, la mobilisation du peuple pour une alternance démocratique et politique, la vérité sur choix des électeurs, la promotion de l'Etat de droit et d'une meilleure gouvernance de la chose publique ainsi que l'éradication des antivaleurs.

Reagan Ndoti

Réserve d'okapis

## Deux gardes du parc abattus par des hommes armés

Deux gardes du parc ont été tués et quelques armes et munitions emportées la nuit de vendredi à samedi 19 septembre par un groupe d'hommes armés non identifiés, lors d'une attaque d'une position de ces gardes du parc de la Réserve de faune à Okapis (RFO), à Adusa à 120 kilomètres de Mambasacentre (Ituri) sur la route nationale numéro 4. Selon la société civile de



Un okapi dans la réserve d'Epulu en Ituri.

Bandegaido, les FARDC venues en renfort poursuivent ces inciviques. Le trafic a été suspendu momentanément sur ce tronçon à la suite des opérations militaires en cours, ajoute-t-elle.

Certains éléments de la garde du parc étaient installés à leur poste de contrôle à Adusa à 7 kilomètres de Bandegaido dans le territoire de Mambasa. Ils ont été surpris par des tirs nourris vers 19 heures d'hommes armés non identifiés.

L'un des gardes du parc est mort sur place et un autre a succombé à ses blessures par la suite, affirment le président de la société civile de Bandegaido, Célestin Masudi, et l'administrateur du territoire de Mambasa.

Ces hommes armés, qui se-

raient identifiés à des braconniers, se sont ensuite introduits au poste de contrôle local de la RFO. Ils ont emporté quatre armes AK47 et une arme lourde de type PKM ainsi que plusieurs munitions et des effets militaires, dont des bottines.

Des sources locales signalent également le déplacement de la population d'Adusa vers le centre commercial de Bandegaido.

Le trafic était interrompu sur la Route nationale numéro 4. Les passagers avaient peur de tomber dans l'embuscade de ces hommes armés. La circulation a repris après le déploiement des FARDC, qui étaient jusqu'à ce samedi dans l'avant midi à la poursuite de ces hors-la-loi, qui se sont retranchés dans la forêt.

BURUNDI

## Pour entrée clandestine, 176 Congolais aux arrêts



La capitale du Burundi, Bujumbura, en premier plan et les montagnes du Sud Kivu derrière. 2006.

Au moins 176 Congolais ont été arrêtés au Burundi pour avoir franchi clandestinement la frontière. En fait la frontière commune RDC-Burundi est fermée en raison de la lutte contre la propagation de Covid-19.

Beaucoup parmi les petits commerçants qui franchissent clandestinement la frontière par la rivière Ruzizi, dans la plaine de la Ruzizi, sont arrêtés de l'autre côté au Burundi.

Selon le chef commercial du bureau de COMESA à Uvira et membre du comité des commerçants transfrontaliers, Bitakirwa Blanco, ces Congolais ont été arrêtés cette semaine dans les communes de Buganda et de Rugombo, au Burundi voisin pour plusieurs motifs.

Il indique que 31 Congolais ont été arrêtés dans la commune Buganda et 145 dans la commune Rugombo.

Il s'agit des Congolais qui ont réussi à franchir la frontière, certains en complicité avec des Burundais. Plusieurs parmi eux ont été appréhendés sur la route Cibitoke-Bujumbura, alors qu'ils se rendaient dans la capitale économique.

D'après des sources proches de la DGM dans la plaine de la Ruzizi, certains parmi ces Congolais se précipitent pour rejoindre le camp des réfugiés de Gasorwe en province

Muyinga où un recensement des réfugiés est envisagé.

Certains parmi ces Congolais sont enregistrés comme réfugiés dans les camps et aux centres urbains au Burundi pendant qu'ils exercent leurs activités en RDC. Les autorités de Cibitoke au Burundi voisin ont demandé la vigilance des forces de l'ordre sur la Rusizi (coté burundais). Elles ont alerté les services congolais de migration que les irréguliers appréhendés doivent retourner en RDC.

Par ailleurs, concernant le commerce transfrontalier entre Kavimvira et Gatumba dans ce contexte de Covid-19, le chef de bureau de COMESA à Uvira, Bitakirwa Blanco, plaide pour la réouverture des frontières entre la RDC et le Burundi.

Ceci en vue de décourager, selon lui, les commerçants qui empruntent des voies dangereuses par la Ruzizi, occasionnant ainsi la porosité de la frontière avec toutes les conséquences sécuritaires.

Au cours de cette semaine, plusieurs rencontres ont été organisées à Uvira avec l'Organisation internationale de migration (OIM), la Benevolencya et Alert Internationale sur cette question du trafic et du commerce transfrontalier dans le contexte du covid-19.

## Les présumés assassins du député provincial Albert Nsimba aux arrêts

La Police annonce avoir "mis la main, à Boma (au Kongo Central) sur les suspects impliqués dans" l'assassinat du député provincial Albert Nsimba. Ce coup de filet a été rendu possible grâce aux enquêtes menées par la direction nationale de nouvelles technologies de la Police judiciaire qui s'occupe de géo-localisation par satellite des appels téléphoniques afin de traquer, notamment les cybercriminels.

Dans un tweet, la Police nationale congolaise (PNC) précise que "ces présumés assassins, acheminés à Kinshasa, ont été déferés illico presto auprès de l'Officier du ministère public". Contactée par top congo fm, la Police refuse d'en dire plus parce que "le dossier est déjà au niveau de la justice militaire".

Le député provincial Albert Nsimba (Photo), suppléant du gouverneur du Kongo Central Atou Matubuana, a été assassiné la nuit du 15 août à sa résidence devant sa femme et ses enfants.

Sur top congo fm, le député provincial Jean-Claude Mvuemba dénonçait "un crime politique et odieux". À Mbanza-Ngungu, d'où est originaire le député provincial Albert Nsimba, la population, en colère, a brûlé des pneus et renversé des épaves des véhicules barricadant les routes. Le PPRD, parti politique pour le compte duquel il était président du groupe parlementaire à l'Assemblée provinciale, l'on a exigé des enquêtes. Top Congo Fm

Sur base du recensement avec l'appui de la FAO

## Pour une définition des agricultures prioritaires en RDC

Le ministère de l'Agriculture par le biais du Service national de statistiques agricoles (SNSA) en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO) ont ouvert en fin de semaine à l'hôtel Sultani dans la commune de la Gombe, les travaux de recensement général de l'agriculture (RGA) à travers la table ronde des producteurs et utilisateurs des statistiques agricoles.

Selon la source, M. Lyna Mukwa expert de la FAO a indiqué à cette occasion que ces assises ont pour objectif de générer les données prioritaires, de collecter dans ce cadre de grand recensement agricole qui est en gestation.

Depuis un temps la RDC fait face à une augmentation vertigineuse de la population, ce qui est même à la base de l'augmentation de besoins alimentaires du pays, lesquels sont ouverts en grande partie par la production agricole en vue de pouvoir recadrer ou orienter les politiques ou les stratégies de l'Etat, a-t-il dit.

« Il est donc important d'avoir des données statistiques fiables et nouvelles données statistiques qui orientent les pays », a insisté M. Lyna Mukwa.

L'expert de la FAO a également fait savoir que le « projet assistance préparatoire au recensement général de l'agriculture » est un projet de coopération technique, précisant que ceci fait partie des projets qui sont réalisés sur fonds propre de la FAO en vue d'appuyer les pays partenaires et le plus souvent, il concerne les actions d'urgence dans certains domaines qui couvre le secteur agriculture, élevage, environnement voire l'aquaculture généralement, le projet est porté sur l'institution étatique.

Pour lui, dans le cas espèce, c'est le Service national des statistiques agricoles (SNSA) qui coordonnent le projet avec l'appui de FAO.

1. Mukwa a par ailleurs laissé entendre que le projet est parti de plusieurs constats à savoir, l'accroissement de la

démographie, le découpage territorial qui a entraîné des changements important, la variation des masses annuelles de production par province et/ou territoire, l'inexistence du système d'information statistique agricole, tout en souhaitant que la RGA en RDC devrait être une obligation à réaliser tous les cinq ans dans l'objectif d'actualiser les données sur l'agriculture congolaise et de mesurer son poids dans l'agriculture mondiale. Ces données permettent de définir et d'ajouter des politiques publiques au niveau national et local.

Le tout dernier recensement agricole date de 1970 à 1974 tandis que la toute dernière enquête agricole remonte aux années 1997-1998. D'où la nécessité du RGA en RDC, afin de disponibiliser les informations récentes et fiable dans le secteur du développement agricole et rural corroborer par l'apparition de nouveaux besoins en information pour la planification du développement, a-t-il dit.

Des activités en perceptives

1. Lyna Mukwa a par ailleurs fait remarquer que les principales activités prévues dans le projet de recensement général de l'agriculture sont entre autres, la formation sur place du personnel de terrain et d'encadrement, un voyage d'étude en statistiques agropastorales sera organisée pendant deux semaines.

Il est prévu aussi la définition des besoins prioritaires du RGA la rédaction d'un rapport de la table ronde de producteurs et utilisateurs sur ce projet pilote qui est l'assistance préparatoire au recensement général de l'agriculture.

De manière globale le projet de RGA pourra contribuer à la réduction de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire du fait des stratégies et politiques efficaces définies et mise en œuvre sur base d'informations statistiques structurelles fiables, complètes et à jour, signale-t-on.

Selon le gouverneur de la Banque centrale

## Seules cinq provinces bénéficient de 96% des crédits bancaires

Sur les 26 provinces que compte la République démocratique du Congo (RDC), cinq seulement bénéficient de 96% des crédits bancaires octroyés par les banques commerciales. Il s'agit notamment de Kinshasa, Haut-Katanga, Lualaba, Nord-Kivu et du Kongo Central.

C'est l'une des statistiques fournies par le gouverneur de la Banque centrale du Congo, Deogratias Mutombo, dans une intervention au Breakfast connexion organisé ce samedi 19 septembre 2020 à Kinshasa par Top Congo FM et ses partenaires.

Breakfast connexion étant un rendez-vous économique mensuel de l'investissement, qui a réuni autour de la table les représentants de la présidence de la République, ceux du Gouvernement, les quelques délégués institutionnels, les régulateurs et les entrepreneurs ainsi que les banques.

« Nous avons quand-même une évolution positive. Le bilan est à 9 milliards. Le taux de bancarisation est à

6%, le taux des crédits aussi à quelques 6% alors que la moyenne subsaharienne est de 45%, l'Afrique du Sud est au-delà de 100% », a affirmé le Gouverneur de la Banque centrale du Congo.

Ceci n'a pas empêché au dirigeant de l'institut d'émission de déplorer le fait que « les crédits qui ne sont pas remboursés sont autour de 19% alors que le seuil tolérable est de 5% ».

Taux de l'emploi, 42%

En RDC, a révélé Deogratias Mutombo, on ne dénombre que 17 banques, 80 coopératives d'épargne et 21 institutions financières. « Les banques prêtent sur base des dépôts qu'elles collectent. Mais, elles peuvent prêter aussi plus que le dépôt », a-t-il fait observer.

Selon Deogratias Mutombo, le coût d'acquisition est le premier facteur qui rentre en ligne de compte. Le taux de l'emploi est à 42% en RDC. 42%

## DÉVELOPPEMENT LOCAL Plaidoyer pour l'application des dispositions légales en matière minière



Les participants à l'atelier de réflexion sur la gestion de la redevance minière et le développement local dans le secteur minier artisanal, organisé du 17 au 18 au centre diocésain, dans la commune de Gombe, par la commission épiscopale des ressources naturelles (CERN CENCO) exhortent le gouvernement à mettre en application les dispositions légales en matière minière en vue de susciter le développement au niveau local.

Ils suggèrent au gouvernement de doter les services techniques de l'ITIE de moyens financiers pour bien accomplir sa mission et de dresser la cartographie du secteur artisanal et de procéder au lancement d'une étude pour le recadrage du secteur minier artisanal en RDC.

Les participants ont à l'issue des travaux appelés le gouvernement à mener une série d'actions devant réguler et assainir le secteur minier arti-

sanal, notamment vérifier les statistiques et paiements substantiels, d'organiser des débats publics sur l'utilisation des revenus du secteur minier artisanal avec les artisans miniers et la population locale.

Au cours travaux trois groupes de réflexion ont été constitués pour échangés des vues autour des thèmes tels que comment intégrer l'exploitation artisanale à l'ITIE, évaluation des actions des plaidoyers en cours sur la contribution de l'exploitation minière artisanale en faveur du développement local et le mécanisme de traçabilité en RDC au regard du code minier révisé, la faible intervention de l'exploitation minière artisanale.

Ils ont proposé aux termes des travaux quelques recommandations notamment, sur l'assainissement de l'exploitation minière artisanale et sa contribution sur le développement local, la création de mécanisme de traçabilité régionale, nationale et internationale afin de mettre fin aux problèmes de l'exploitation artisanale à petite échelle.

Ils ont proposé au gouvernement de verser sur le compte de SAEMAPE (Service d'assistance de l'exploitation minière à petite échelle) 16% de droits superficiaux pour que ce dernier implémenter les projets de développement.

Le secrétaire exécutif de la CERN CENCO, Henri Muhiya a rappelé, à la clôture l'objectif de cet atelier qui a consisté à évaluer les différentes recommandations pour le développement de la communauté locale et l'influence et l'impact de l'exploitation minière sur la population locale, et d'examiner la paradoxe entre l'abondance des ressources naturelles et la pauvreté de la population et les enjeux nationaux et internationaux de ces ressources en vue des engagements consciencieux, un défi national, a-t-il martelé.

Pour rappel, ledit atelier de réflexion sur la gestion de la redevance minière et le développement local dans le secteur minier artisanal a bénéficié de l'appui financier de la structure de CORDAID et a connu la participation de plus de trente délégués venus de différentes organisations étatiques et de la société civile.

Olivier Kamo  
Zoom Eco

**SUD-KIVU****«République du Kivu», un nouveau groupe armé**

Un groupe armé dénommé République du Kivu a vu le jour dans le groupement d'Irhambi -Katana, dans le territoire de Kabare. Ce groupe opère aux alentours du Parc National de Kahuzi-Biega, rapporte société civile du groupement d'Irhambi-Katana.

La même source fait remarquer que cela fait un mois depuis que des allégations faisant état de la présence de ce groupe sont rapportées. Ses principales motivations ne sont pas encore connues.

Mais les membres de ce groupe insécurisent déjà la population. Ils rançon-

nent notamment les habitants qui se rendent aux champs. Une information confirmée par Thadée Miderho, administrateur de territoire de Kabare.

Rappelons par ailleurs que la formation de ce groupe armé intervient quelques jours après la signature d'un accord de cessez-le feu avec cessation immédiate des hostilités entre 70 groupes armés et le gouvernement de la RDC.

C'était à l'issue d'une importante réunion sécuritaire tenue du 14 au 16 septembre à Murhesa, toujours dans le territoire de Kabare.

**ITURI****Echange entre MONUSCO et les leaders de la jeunesse à Bunia**

Les jeunes de différents quartiers de la ville de Bunia ont échangé vendredi 18 septembre avec la MONUSCO sur le rôle de la mission onusienne et sa responsabilité dans la promotion de la paix.

Les échanges ont aussi abordé la situation de l'insécurité dans les différents territoires de l'Ituri et les tensions communautaires.

Selon la section des Affaires civiles de la MONUSCO, l'objectif de cette rencontre était de sensibiliser la jeunesse à s'impliquer pour faire face aux défis sécuritaires.

Ces jeunes dont la plupart occupent des postes de responsabilité dans leurs entités respectives promettent de s'impliquer activement pour la recherche de la paix

en Ituri.

Cependant, ces jeunes ont exposé les problèmes auxquels ils font face dans leurs entités et ont sollicité l'accompagnement de la Mission onusienne, surtout pendant cette période d'insécurité.

L'officier des Affaires civiles de la MONUSCO à Bunia, DebonMwisa, indique que ces jeunes doivent travailler ensemble pour le développement de leurs entités respectives. DebonMwisa les exhorte à briser le communautarisme et les manipulations des hommes politiques qui les divisent.

Ce dernier réitère le soutien de la MONUSCO dans ce processus de restauration de la paix en Ituri.

**MANIEMA****Les administrations provinciales héritent du matériel de la Monusco**

Le bureau de la MONUSCO Kindu a été fermé officiellement vendredi 18 septembre. Plusieurs institutions du gouvernement provincial ont bénéficié du matériel roulant et de bureau de la MONUSCO. Cette fermeture rentre dans le cadre du retrait progressif de la mission onusienne de la RDC.

Dans le cadre de la fermeture du bureau permanent de la MONUSCO/

Sur une avenue de la ville de Kindu dans la province du Maniema, juillet 2016. Photo John Bompengo

spéciale du Secrétaire général de l'ONU, Leila Zerrougui, a autorisé le transfert des équipements de la mission onusienne aux administrations, qui contribuent à la réalisation de son mandat. Il s'agit des ministères provinciaux de la santé, de l'intérieur et de la justice ainsi que du parquet général de Kindu.

Chacune d'elles a reçu un véhicule pour contribuer au renforcement de l'autorité de l'État et mettre en œuvre leur politique au profit de la population. Le bureau de la

MONUSCO Sud-Kivu et Maniema, la société civile et les partenaires de la justice militaire ont reçu également des meubles. Les équipements de manutention ont été remis à la Régie des voies aériennes (RVA), a confirmé Karna Soro, chef de bureau MONUSCO Sud-Kivu et Maniema.

Le geste posé par la MONUSCO a été salué par Stéphane Kamundala, de la société civile forces vives du Maniema. Il a par ailleurs demandé à la population locale « de rester seraine avec espoir. »

**NORD-KIVU****4 Mai-Mai tués par la population en territoire de Lubero**

Le bureau administratif du territoire de Lubero. Photo Radio Okapi Marc MaroFimbo

Quatre Mai-Mai ont été tués vendredi 18 septembre par lapidation par les habitants de Vinjo dans la localité de Itendi, en territoire de Lubero.

L'un des infortunés, reconnu dans la région comme leader de ce groupe Mai-Mai avait agressé un habitant du village.

Il s'agit d'un certain Naboti, chef rebelle du groupe Mai-Mai.

D'après l'administrateur du territoire de Lubero, ce chef rebelle était accompagné de trois de ses acolytes lors de l'incident.

Pris de colère, les habitants de Vinjo ont profité de ce malentendu pour régler les comptes à ces miliciens qui font la loi dans la zone depuis plusieurs mois. Ces quatre Mai-Mai dont leur leader Naboti ont été lapidés et n'ont pas survécu aux coups assenés.

Selon Cyprien Sangala, ancien président de la société civile locale, ce groupe Mai-Mai s'illustrait dans des cas de viol sur des femmes, imposaient des patrouilles nocturnes et bien d'autres exactions.

L'administrateur du territoire de Lubero Richard Nyembo indique que les éléments de la police et de l'armée qui sont basés à Kirima ont été dépêchés à Vinjo pour calmer la situation avant d'enterrer les corps de ces miliciens.

La même source ajoute que le calme est revenu dans ce village quelques heures plus tard. Richard Nyembo regrette « de voir les groupes armés qui ont manifesté la volonté d'adhérer au processus de désarmement, démobilisation et réinsertion communautaire continuer à insécuriser les entités dans lesquelles ils attendent le lancement dudit processus ».

**La grève des agents de l'OGEFREM perturbe l'import-export**

Le trafic entre Goma et Gisenyi a repris jeudi 1er août en début d'après-midi, après avoir été fermée le matin sans explications par les autorités rwandaises.

L'arrêt de travail à l'Office de gestion du Fret multimodal (OGEFREM) a perturbé les activités d'importation et d'exportation dans la province du Nord-Kivu, ont indiqué samedi 19 septembre des sources proches de l'Association congolaise de commissionnaires agréés en douane (ACCAD) Nord-Kivu

Les agents et cadres de cette entreprise publique s'indignaient contre l'arrestation de leur directeur général, à Kinshasa.

Cette grève a entraîné déjà quelques conséquences dans le circuit de l'importation et exportation de la marchandise en province, dénonce l'Association congolaise de commissionnaires agréés en douane au Nord-Kivu.

Selon son président, Défiance Matata Tshongo, un blocage s'observe dans le système de dédouanement, d'import et export. Ce qui asphyxie, du coup, le flux économique du pays en général et les recettes du trésor public en pâtissent.

# \*Quoi ? 70 groupes armés pour le Sud-Kivu seul ?\*

Impossible, d'emblée, de repousser l'envie forte de chercher à savoir combien y a-t-il des groupes armés au Nord Kivu et en Ituri. Encore que les 70 du Sud-Kivu sont plus, certains participants ayant boudé la deuxième retraite de Mareshe, nom du Grand Séminaire situé en territoire de Kabare où la rencontre a eu lieu.

S'il y a eu une deuxième rencontre, c'est qu'il y en a eu une première.

Du reportage intitulé « \*Retraite de Murhesa\* » (Sud-Kivu) : les groupes armés posent de nouveau des conditions et des exigences avant toute démarche de DDR\* » réalisé pour le compte du média en ligne « \*laprunelleRDC\* » par le confrère Jean-Luc M. et publié le 15 septembre 2020, il ressort que la réunion-retraite « \_de Murhesa 2 fait suite, selon les organisateurs à celle de Murhesa 1, tenue en décembre 2019, après que le Chef de l'Etat, en tournée au Nord-Kivu, Sud-Kivu et Ituri, en octobre 2019, ait donné un ultimatum à tous les groupes armés locaux et étrangers de déposer les armes et de s'inscrire dans un programme de DDR-communautaire, faute de quoi, ils seraient frappés par les FARDC sans pitié ! »\_ .

Seulement voilà, ce reportage aligne des révélations pour les moins troublantes et gênantes qui ne peuvent que réjouir les anti-Conférence de Goma.

\*\*\*

Primo, de la tenue de Mareshe 2, le gouverneur de la province du Sud-Kivu « \_n'était ni informé de l'arrivée de ces hôtes de marque, ni du motif de leur déplacement !\_ », relève le confrère qui affirme, secundo, que « \_Toute l'initiative est venue de deux Organisations Internationales (Search for Common Ground-SFCG et Initiative pour un Leadership Cohésif-ILC, dirigée par l'Algérien Michel Kassa, et une ONG locale du Sud-Kivu «\_

Conséquence : « \_Un certain Samy a même déclaré : ' Nous, Groupes armés du Sud-Kivu nous n'accepterons aucun programme DDR si le Gouvernement Congolais n'accepte pas nos demandes et exigences' (sic)...\_»\_

Et le confrère de s'interpeller non sans raison sur cette évidence : «\_...que viennent faire les ONG étrangères dans ces questions sécuritaires du pays ? »\_»\_

\*\*\*

La vérité est que héritier de la même situation à laquelle ses quatre successeurs ont dû faire face sous leurs mandats respectifs, en l'occurrence Joseph Kabila, Laurent-Désiré Kabila, Mobutu Sese Seko et Joseph Kasavubu, l'actuel Président de la République a exhorté les groupes armés congolais à rejoindre le Programme ap-

pelé DDR (Désarmement, Démobilisation et Réinsertion). D'où Murusha 1.

Et voilà que pour Murusha 2, ce sont des ONG - agissant certainement sous le couvert des Nations Unies - qui se substituent au Gouvernement central et au Gouvernement provincial pour engager unilatéralement les groupes armés congolais dans un processus DDR pourtant d'une extrême sensibilité.

C'est une \*faute grave\* car, au regard de leur réaction au cours de Mareshe 2, les groupes armés veulent engager l'Autorité établie dans un bras de fer la veille même du mini-sommet de Goma prévu le 20 septembre prochain.

\*\*\*

Mais, il y a aussi l'interpellation soulevée dans l'entame de l'éditorial : si le Sud-Kivu, à lui seul, s'aligne avec plus de 70 groupes armés, combien en disposent respectivement le Nord Kivu et l'Ituri ?

On peut supposer, pour faire modestie, que sur l'axe Bukavu-Goma-Bunia, ils doivent être une bonne centaine à opérer avec pour ennemi commun les FARDC. l'armée \*NATIONALE !\* Notre armée nationale.

Ici, surgit l'interrogation : quels sont leur (s) vrai (s) objectif (s) ou pour reprendre un terme à la mode, quel est leur (s) vrai (s) agenda (s) ?

Il n'y a pas, à notre humble avis, cadre aussi indiqué qu'une conférence comme celle de Goma impactant la question sécuritaire dans et à l'Est du pays, c'est-à-dire à l'Intérieur du territoire congolais tout comme le voisinage immédiat ougandais, rwandais et burundais.

Trêve d'illusion : contrairement à ce qu'on en pense et même on croit, à cause essentiellement de la transfrontalierité des populations locales, tout ce qui se produit du côté de la RDCongo influe forcément du côté des voisins, et vice-versa.

Plus de 12 ans après la conférence de Goma sur la Paix, la Sécurité et le Développement dans le Nord Kivu et le Sud Kivu organisée en janvier 2008, et avec le processus de Kampala déclenché depuis une dizaine d'années, ce n'est pas normal, mais pas du tout qu'il puisse se trouver dans ce pays des esprits qui se moquent de toute initiative visant le rétablissement de la paix dans la sous-région des Grands Lacs !

On les voit prétendent détenir la solution-miracle, mais on ne les voit pas offrir leurs services à l'Autorité établie. Ils préfèrent, comme souligné dans une livraison récente, se comporter plutôt en « tourneurs en dérision » de toute initiative émise ou envisagée par un compatriote qui ne vient qu'avec sa bonne volonté, surtout lorsque, dans le cas de Félix Tshisekedi, il n'est lié ni de loin, ni de près au drame kivutien !

Peut être que c'est le moment d'entendre d'autres voix. Celles, notamment,

des ex-belligérants signataires de l'Accord de Lusaka de 1999, de l'Accord global et inclusif de 2002, et des Accords de Goma de 2008 demeurés trop \*silencieux\* ! Ils sont pourtant là.

\*\*\*

En conclusion, le mini-sommet de Goma doit innover en ce qu'il est appelé à ouvrir une nouvelle ère des négociations de \*confiance\* entre protagonistes après que les négociations de \*méfiance\* aient suffisamment étalé leurs limites, mieux, n'ayons pas peur du mot, de leur inefficacité.

Faut-il encore que le leadership congolais de l'Est joue franc jeu, c'est-à-dire cartes sur table.

Si les ONG étrangères - comme celle de algérien Michel Kassa (honné soit mal qui y pense en y reliant la patronne de la Monusco) - se mettent à organiser le DDR à l'insu du gouverneur de la province du Sud-Kivu, c'est

pour une raison simple : les leaders du Kivu en général et ceux Sud-Kivu en particulier ne s'investissent pas assez dans la résolution de la crise sécuritaire.

Leur tendance à responsabiliser Kinshasa a tout d'une fuite en avant pendant qu'ils peuvent agir ou interagir en national et en international pour une solution définitive.

S'il vous plaît : ne suivez pas, une fois de plus, mon regard. Nous restons sur le sujet en promettant que ça pourrait déranger.

Le Kivu a assez pleuré et payé, le Congo est en état de sécheresse des larmes.

Dans ma tradition, on ne peut pas espérer jouir de la bénédiction lorsqu'on fait \*trop pleurer\* les vieillards, les veuves et les orphelins !

\*Omer Nsongo die Lema\*

@OmerLema

E-mail : omernsongo@gmail

Facebook : Omer Nsongo

## Un peu d'histoire

### Le 19 septembre 1960, Mobutu crée le collège des «Commissaires Généraux»



Le 19 septembre 1960, Mobutu crée le collège des «Commissaires Généraux».

Ce jour-là, soit cinq jours après avoir pris le pouvoir par un coup d'Etat militaire pour, dit-il, «neutraliser les politiciens», Mobutu décide de «confier» le pouvoir à un collège de «Commissaires Généraux» constitué essentiellement d'anciens étudiants de l'Université Lovanium (Kinshasa).

En fait, il s'agissait tout simplement d'un gouvernement provisoire qui fonctionna du 19 septembre 1960 à janvier 1961, malgré que Mobutu ne le voyait pas ainsi, préférant le qualifier d'un «service technique provisoire» chargé de l'aider à remettre de l'ordre au sommet de l'Etat, avant de confier de nouveau le pouvoir aux politiciens.

La présidence du Collège de Commissaires Généraux fut confiée à Justin Bomboko (qui avait aussi la charge des Affaires étrangères et du Commerce extérieur).

Les autres membres étaient Ferdinand Kazadi (chargé de la Défense nationale), Marcel Lihau, avec comme adjoint Etienne Tshisekedi (à la Justice), Albert Ndele (Finances), Nussbaumer (Intérieur), Joseph Mbeka (Affaires économiques), Mukendi (Travaux publics), Kashemwa (Transports), Pierre Lebughe (Agriculture), Marcel Tshibamba (Santé publique), Ngyese (Classes moyennes), Mario Cardoso (Éducation nationale), Albert Bolela (Information), Valentin Bindo (Fonction publique), Charles Bokonga (Travail).

Durant les quatre mois de fonctionnement, le Collège de «Commissaires Généraux» créa le Conseil Monétaire (prélude à la Banque Nationale), réglementa le Commerce Extérieur et le Contrôle de change, créa l'Ecole Nationale d'Administration et géra avec parcimonie les finances de l'Etat : fait rare, les Commissaires renoncèrent au cinquième de leur salaire, par «nationalisme».

BabungaAlobi

# RDC: les emplois fictifs des agents de l'Etat dans le viseur de la justice

La justice a lancé une enquête pour « mettre un terme au fléau » de la rémunération des fonctionnaires fictifs en République démocratique du Congo, qui a coûté près de 260 millions de dollars en huit ans au Trésor public, au bénéfice de 50 personnes, selon le parquet. Depuis 2011, le salaire des fonctionnaires est versé sur un compte bancaire et non plus en liquide de la main à la main.

Grande réforme de l'ancien régime du président Joseph Kabila, la « bancarisation » devait « éradiquer la rémunération des agents fictifs et des doublons », rappelle le parquet général près la cour d'appel de Kins-

hasa-Matete dans un document dont l'AFP a eu copie jeudi.

Mais cette réforme n'a pas permis « d'éradiquer 133.253 agents fictifs, auxquels s'ajoutent 43.253 doublons », estime ce document, une « réquisition d'information » transmise le 9 septembre à l'inspection générale de la police.

« D'août 2011 à novembre 2019, la somme de 507,21 milliards de francs congolais (259,34 millions de dollars au cours actuel) » a été partagée « entre 50 personnes », conclut le parquet, sans préciser l'identité de ces 50 suspects.

La paie des fonctionnaires re-

lève d'un « comité de pilotage » composé de délégués des ministères du Budget, des Finances et de la Fonction publique.

Le parquet a demandé à la police judiciaire d'obtenir les noms des différentes banques commerciales choisies pour assurer la paie des agents et fonctionnaires de l'Etat depuis la bancarisation d'août 2011 à ce jour.

« L'Association congolaise des banques va pleinement coopérer avec la justice. Il n'y a rien à cacher dans les opérations de paie des fonctionnaires », a réagi à l'AFP Célestin Tshibwabwa, secrétaire général de

l'Association congolaise des banques (ACB).

« Le Trésor public décaisse mensuellement 209,69 milliards de francs congolais (107,26 millions de dollars) pour un effectif de 1,22 millions de fonctionnaires et agents de l'Etat », selon le parquet.

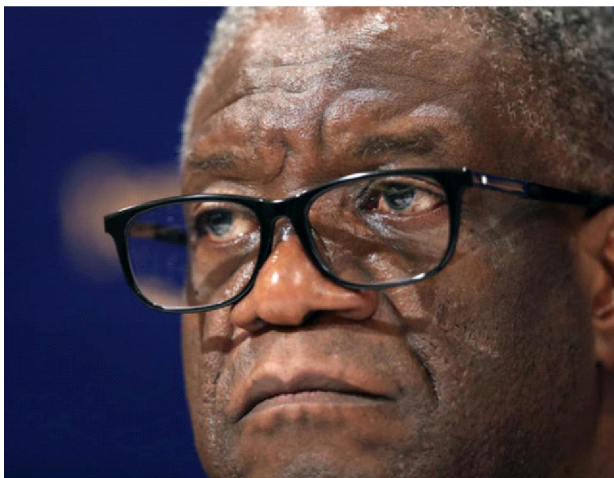
Le président Tshisekedi a déclaré faire de la lutte contre la corruption et le détournement des deniers publics la priorité de son mandat. Son directeur de cabinet Vital Kamerhe a été condamné à 20 ans de prison pour détournement de 50 millions de dollars. Son procès en appel est prévu vendredi. AFP

## Les élus européens inquiets pour la protection du gynécologue congolais Denis Mukwege

Les eurodéputés se sont émus jeudi matin lors d'un débat en plénière de la situation du Dr Denis Mukwege, gynécologue congolais bien connu chez nous et qui a été récompensé en 2018 du prix Nobel de la paix après avoir reçu le prix Sakharov du Parlement européen en 2014. Le docteur, également une des voix en faveur de la justice et des droits de l'homme dans son pays, a fait l'objet cet été de nouvelles menaces de mort en RDC. Depuis la semaine dernière, des agents de l'ONU protègent de nouveau sa clinique Panzi, située à Bukavu dans le Sud-Kivu (est de la RDC). Dans l'après-midi, les élus européens voteront une résolution via laquelle ils expriment leur préoccupation quant aux menaces contre lui, sa famille et son personnel et lui assurent leur soutien. Les parlementaires souhai-

tent que les Nations unies organisent une protection permanente du médecin, et appellent les autorités congolaises à enquêter sérieusement sur les menaces.

« Plus de 55.000 femmes, filles et enfants, ont été soignées dans l'hôpital Panzi depuis sa création » en 1999, a rappelé jeudi dans l'hémicycle la socialiste Marie Arena (groupe S&D). Cet hôpital est spécialisé dans la prise en charge de femmes ayant été victimes de violences sexuelles, de viols, de mutilations génitales, utilisées comme véritables armes de guerre par des groupes armés dans l'est de la RDC. « Malheureusement, cela n'est pas prêt de s'arrêter », indique Marie Arena, évoquant de « récentes



attaques en Ituri et les tensions dans les Kivu, qui restent très préoccupantes ».

Plusieurs élus, et le texte qui sera voté dans l'après-midi, évoquent les combats du Dr Mukwege et des militants des droits de l'homme contre l'impunité, des projets qui n'ont jusqu'ici pas donné les résultats es-

comptés: le Projet Mapping des Nations Unies, qui a fait l'inventaire d'une décennie de violations graves des droits de l'homme en RDC, et l'idée de créer des chambres de justice mixtes (congolais – représentants de la communauté internationale) pour juger les auteurs d'atteintes aux droits de l'homme.

« Nous devons faire en sorte que cela ne puisse plus durer en RDC, c'est comme ça qu'il (le Dr Mukwege) sera le plus protégé, c'est comme ça qu'il pourra continuer à travailler comme militant des droits humains », ajoute Marie Arena. « Notre obligation est de relayer son exigence de justice pour les victimes des violences qui ravagent son pays », a également exprimé la libérale Frédérique Ries.

Belga

## Rapport Mapping

Le Parlement européen a fustigé les crimes qui continuent à être commis à l'Est de la RDC, caractérisés par des assassinats et le recours à la violence sexuelle à l'égard des femmes dans les conflits.

Dans une Résolution prise ce jeudi 17 septembre, les députés européens ont demandé à la communauté internationale de « redoubler d'efforts pour éliminer le fléau des violences dans les conflits armés et les guerres; de protéger les victimes, de mettre un terme à l'impunité des auteurs des violences; et de garantir aux survivants l'accès à la justice, à des réparations et à des voies de recours. »

Selon les députés européens, tous les Etats et acteurs qui contribuent au financement des groupes armés pour la continuité de ces massacres; doivent être traduits en justice.

« Le Parlement européen rappelle que les violences dans l'est de la RDC; sont perpétrées par des groupes armés de rebelles nationaux et étrangers; qui sont financés par le commerce de minerais et qui se battent pour l'accès à ce commerce; souligne que toutes les entreprises, personnes; États ou acteurs liés à un État qui contribuent à la perpétration de tels crimes doivent être traduits en justice; se félicite de l'entrée en vigueur du règlement relatif aux minerais provenant de zones de conflit prévu dans l'Union en janvier 2021; qui représente la première des nombreuses mesures que la communauté internationale doit prendre pour s'attaquer à ce problème profondément enraciné; souligne qu'il est urgent de prendre des mesures supplémentaires concernant le devoir de diligence obligatoire et le comportement responsa-

Le Parlement européen insiste que « tous ceux qui contribuent à la perpétration des crimes soient traduits en justice »



ble des entreprises exerçant leurs activités dans des zones de conflit », dit cette résolution.

Le Parlement européen demande instamment une coopération transfrontalière dans la région des Grands Lacs africains; et

la mise en place d'une stratégie régionale par les pays voisins; pour lutter contre les violences et les violations des droits de l'homme en RDC.

Museza Cikuru  
MEDIA CONGO PRESS



Présidentielle en Côte d'Ivoire

## L'opposition ivoirienne en ordre dispersé face à Alassane Ouattara

A l'approche d'une élection présidentielle à haut risque en Côte d'Ivoire, l'opposition, uniquement unie dans son rejet de la « candidature illégale » du président sortant Alassane Ouattara, hésite sur sa stratégie, dans un contexte explosif. Après la décision lundi du Conseil constitutionnel ivoirien, qui a validé la candidature controversée à un troisième mandat du président sortant, ses principaux rivaux, Laurent Gbagbo et Guillaume Soro dont les candidatures ont été rejetées, jouent des partitions ambiguës.

La coalition pro-Gbagbo a appelé à des « manifestations » et à la mobilisation pour « faire barrage à la dictature de Ouattara ». Un appel qui s'inscrit dans un climat déjà tendu: les manifestations ayant suivi en août l'annonce de la candidature de M. Ouattara, qui avait promis de ne pas se représenter à un troisième mandat, ont fait une quinzaine de morts. Et des échauffourées ont eu lieu mardi dans plusieurs localités après l'annonce du Conseil constitutionnel recalant 40 des 44 candidatures.

Muet sur ses intentions, l'ancien président ivoirien (2000-2010), qui vit à Bruxelles, laisse pour le moment ses partisans parler pour lui.

Son ancien ennemi Guillaume Soro, qui participa à sa chute et à l'arrivée de Ouattara au pouvoir, a lui appelé depuis Paris l'opposition à s'unir « pour stopper M. Ouattara dans sa folle aventure, par tous les moyens légaux et légitimes ».

Evoquant une saisie de la Communauté des États d'Afrique de l'Ouest (Cédéao), de l'Union africaine et de l'Onu pour obtenir des « élections transparentes et inclusives », M. Soro n'a cependant pas exclu de mobiliser la rue. « Si nous sommes tous d'accord pour descendre et manifester, je ne serai pas en reste », a déclaré l'ancien Premier ministre et allié de Ouattara, condamné à 20 ans de prison dans son pays pour détournement de fonds.



« Je rentrerai en Côte d'Ivoire », a assuré sans donner de date M. Soro, qui a affirmé que sa candidature à la présidentielle était « irrévocable », mais pas au scrutin du 31 octobre, dont il affirme qu'il ne se tiendra pas. « Ouattara est inéligible, le Conseil constitutionnel est tombé dans la forfaiture, et il ne peut pas dans ces circonstances y avoir d'élection en Côte d'Ivoire », a affirmé M. Soro, répétant à plusieurs reprises: « il n'y aura pas d'élection ».

« La Côte d'Ivoire est au bord du gouffre », a-t-il lancé.

« Ca fait un peu peur. Dire qu'il n'y aura pas d'élection le 31, ça suggère la violence », juge l'analyste ivoirien Sylvain N'Guessan, qui dirige l'Institut de stratégie d'Abidjan, en soulignant la stratégie en ordre dispersé de l'opposition: « les pro-Gbagbo appellent à des manif, le PDCI (principal parti d'opposition de l'ex président Henri Konan Bédié) va aux élections, et Soro se dit candidat... ». Pour l'analyste, « la seule possibilité de l'opposition serait de faire un ticket derrière Bédié », dont la candidature a été retenue par le Conseil.

Interrogé jeudi pour savoir s'il était prêt à rallier M. Bédié, Guillaume Soro a d'ailleurs érudé.

Ces stratégies encore opaques se mettent en place dans un climat très dégradé, sur fond de craintes de violences meurtrières à l'approche du scrutin, dix ans après la crise née de la présidentielle de 2010, qui avait fait 3.000 morts après le refus du président Gbagbo de reconnaître sa défaite face à M. Ouattara.

Bédié, Gbagbo, Ouattara, respectivement 86, 75 et 78 ans, « ces trois personnages animent la scène politique ivoirienne depuis 25 ans, dans un pays où 40% de la population a moins de 15 ans », rappelle le chercheur d'ICG (International Crisis Group) Rinaldo Depagne, qui juge l'élection « mal partie ».

« Le rapport de force actuel est très violent, très inquiétant. Il y a un passage en force du pouvoir, et une scène politique chauffée à blanc », s'inquiète-t-il, citant « la violence verbale sur les réseaux, les insultes de toutes parts, les hommes politiques trainés dans la boue ». « C'est d'autant plus inquiétant que l'une des caractéristiques de la politique ivoirienne est que dès qu'il y a un problème politique, il mue automatiquement en problème communautaire », ajoute-t-il.

AFP

Allemagne

## Des milliers de manifestants demandent à l'UE de prendre en charge les réfugiés



Plusieurs milliers de personnes ont manifesté dimanche 20 septembre à Berlin et d'autres villes allemandes pour appeler l'Union européenne à prendre en charge les demandeurs d'asile laissés sans abri après les incendies qui ont dévasté le camp de Moria sur l'île grecque de Lesbos.

Les manifestants ont été rejoints à Berlin par la tante d'Alan Kurdi, le petit garçon syrien mort noyé devenu un tragique symbole de la crise des réfugiés en 2015. Les photographies de son corps échoué sur une plage de Turquie

avaient provoqué un choc et une prise de conscience concernant les réfugiés de la guerre en Syrie.

Selon la police, 5000 personnes ont participé à la manifestation de Berlin. D'autres manifestations ont eu lieu à Cologne, Munich et Leipzig.

Quelque 12.700 personnes se sont retrouvées sans abri après les incendies qui ont détruit la semaine dernière le camp de Moria. Parmi ces demandeurs d'asile, 9000 ont été installés dans un nouveau camp provisoire. Le Figaro avec AFP

AFRIQUE DU SUD

## Les étrangers dans la peur de nouvelles violences



Un an après les attaques subies par les étrangers en Afrique du Sud, les victimes sont toujours dans la crainte d'une nouvelle vague de violence. Une situation que dénonce certaines ONG comme Human Rights Watch.

Des odeurs de cuisine congolaise s'échappent d'un petit appartement en banlieue de Johannesburg. Kevin y vit depuis qu'il s'est fait attaquer à la descente d'un taxi à cause de sa nationalité, il ne veut plus habiter dans le centre-ville :

« C'est pendant la vague de xénophobie. Il y en a un qui m'a d'abord giflé. Il a commencé à me taper avec le sjambok, leur fouet-là. Quand ils ont commencé à frapper, beaucoup d'autres venait. Il y avait du sang partout, oh la la... En plus ce qui me fait mal, c'est qu'on se bat entre nous les Noirs... Nos propres frères. Là ça fait très mal. »

C'était il y a tout juste un an que l'Afrique du Sud connaissait cette nouvelle vague de violences xénophobes. Des commerces tenus par des étrangers étaient pris pour cible par des Sud-Africains leur reprochant de voler le travail des locaux. Les attaques avaient fait selon les autorités 12 morts

dont deux étrangers, mais Human Rights Watch dénonce des chiffres sous-estimés.

Frederick, venu il y a cinq ans du Nigeria, a vu son magasin de pièces automobiles être pillé : « Ils m'ont volé et détruit beaucoup de choses. Moi, j'ai peur, je ne voudrais pas que ce qui s'est passé se répète à nouveau. C'est injuste, car nous les étrangers, on est venu et on a créé nos propres entreprises par nous-même, sans aucune aide du gouvernement. »

Le système policier et judiciaire ne réagit pas

Le rapport de Human Rights Watch dénonce aussi les discriminations subies au quotidien, par exemple dans les écoles, et le manque de justice pour les victimes. Dewa Mavhinga, directeur régional de l'ONG détaille les problèmes : « Il y a un manque de prise de responsabilités et de justice. Souvent, la police détourne les yeux, et refuse d'agir contre ceux qui commettent ces violences. Le système n'a pas du tout changé. »

L'organisation appelle le gouvernement à aller au-delà des promesses, et à prendre des mesures « urgentes et concrètes ».

RFI

MALI

## Mali : l'Union africaine accentue la pression sur les putschistes

Après la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, c'est au tour de l'Union africaine (UA) de faire pression pour que la junte militaire au pouvoir au Mali nomme rapidement des dirigeants civils afin de mener la période de transition après le renversement le 18 août du président Ibrahim Boubacar Keïta. Dès le 19 août, l'UA avait suspendu le Mali de l'organisation.

Un mois plus tard, à l'issue d'une réunion en visioconférence, le président du Conseil paix et sécurité de l'Union africaine, Smail Chergui, n'a pas dit autre chose. Il a appelé sur Twitter « à un retour à l'ordre constitutionnel et à une transition rapide menée par des civils au Mali ». Le compte Twitter de la commission a de son côté dit soutenir l'appel de la Cedeao à une transition de 18 mois menée par des civils, et donc non à l'éventualité d'un président militaire.

L'institution a tout de même tenu à saluer la décision des putschistes de libérer Ibrahim Boubacar Keïta détenu depuis plus d'une semaine, et déclaré que l'ancien Premier ministre Boubou Cissé ainsi que « d'autres dignitaires » doivent eux aussi être libérés.

## Ultimatum

Les représentants des pays voisins du Mali réunis mardi au Ghana ont pressé la junte de nommer immédiatement un président et un Premier ministre de transition civils. La Cedeao s'est engagée à lever, sitôt ces responsables désignés, les sanctions imposées depuis le 20 août incluant l'arrêt des échanges financiers et commerciaux.

Si au lendemain du coup d'État, l'Union africaine avait annoncé qu'elle suspendait le Mali « jusqu'au retour de l'ordre consti-

tutionnel », ses autres leviers de sanctions possibles ne sont pas clairs. Contrairement à la Cedeao, qui, elle, menace d'imposer un « embargo total » au Mali.

Mercredi, à l'issue des négociations au Ghana, un porte-parole de la junte, le colonel Ismaël Wagué, a déclaré que le Mali pourrait faire face à un « embargo total » de la Cedeao s'il ne nommait pas rapidement des leaders civils. De nouvelles sanctions pourraient affaiblir encore ce pays pauvre qui connaît actuellement une sévère crise économique et qui fait face à l'insécurité djihadiste ainsi qu'à des violences intercommunautaires.

Ismaël Wagué a cependant clairement signifié que la préférence de la junte allait à une transition militaire, assurant que c'était aussi le souhait de la majorité des Maliens. Elle a jusqu'au plus tard mardi prochain, le nouveau délai fixé par la Cedeao pour décider. Le Point

# Trois artistes emblématiques de Kinshasa exposés à Paris!

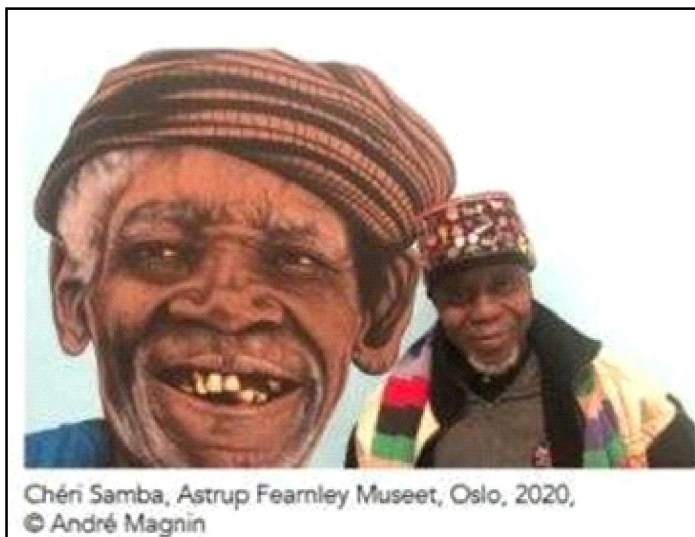
Du 12 septembre au 30 octobre 2020, la Galerie MAGNIN-A et la Galerie Natalie Seroussi s'associent pour présenter dans leurs deux espaces parisiens, une importante exposition consacrée à trois artistes emblématiques de Kinshasa (RDC) : Bodys IsekKingelez (1948-2015), Moke (1950-2001) et Chéri Samba (1956-).

L'exposition Kings of Kin rassemble une trentaine d'œuvres inédites et historiques de ces artistes inspirés par la vie quotidienne, les faits de société kinois et l'actualité internationale. Témoins de la vie politique et des changements de leur pays, leurs œuvres traduisent l'incroyable énergie de la société congolaise avec ses espoirs et ses tourments.

Pionniers de la scène artistique congolaise, ces « Kings of Kin », sont les véritables gardiens de l'indépendance de leur pays. Moké peint l'ambiance et les sentiments, Chéri Samba porte un regard critique sur les événements mondiaux et Bodys IsekKingelez imagine le futur. -Tandis que la roue de la vie politique tourne, leurs œuvres se déploient toujours davantage et sont aujourd'hui présentes dans les plus grandes collections privées et publiques, dont celle du MoMA à New-York qui a récemment consacré une rétrospective à Bodys IsekKingelez.

Dans son espace Boulevard Richard Lenoir, MAGNIN-A choisi de faire dialoguer des buildings de Bodys IsekKingelez, les toiles historiques de Moké réalisées entre 1974 et 1986 et des œuvres récentes et inédites de Chéri Samba. Le « Grand peintre Moké » influencé par la vie quotidienne, l'agitation et les bruits de la ville, développe une peinture dans laquelle les kinois se retrouvent. La peinture de Chéri Samba décrit de façon ostentatoire les péripéties de sa vie d'artiste et ses réflexions sur le monde.

Natalie Seroussi a ouvert sa galerie rue de Seine en 1983. Depuis les débuts, le programme est consacré à établir des dialogues entre différents mouvements de l'histoire de l'art moderne et contemporaine. Spécialisée originellement dans le Surréalisme, la galerie a défendu le travail de Francis Picabia, Jean Arp et d'Alexander Calder, et soutenu les avant-gardes des années 60, notamment Martial Raysse et Yves Klein ou encore Kiki Kogelnik. Avec l'arrivée de Julien Seroussi en 2017, la gale-



Chéri Samba, Astrup Fearnley Museet, Oslo, 2020, © André Magnin

rie a ouvert une nouvelle conversation inaugurée par l'exposition Franz



Moké, 2001, Kinshasa, RDC, © Titouani Lamazou

West I Thu Van Tran suivie de l'exposition Calder I Saraceno à la rentrée 2019.

MAGNIN-A est une galerie d'art contemporain créée en 2009 à Paris par André Magnin et dirigée par Philippe Boutté, experts reconnus de l'art moderne et contemporain africain. Découvreuse de talents, la galerie MAGNIN-A représente des artistes confirmés et émergents. Elle œuvre avec passion et conviction à la promotion et la diffusion de ses artistes dans des grandes expositions et foires. Commissaire d'exposition indépendant depuis 1985, André Magnin débute ses recherches sur l'art contemporain dans les cultures non-occidentales et particulièrement en Afrique subsaharienne à partir de 1986 pour l'exposition historique « Magiciens de la Terre », présentée en 1989 au Centre Georges Pompidou et à la Grande Halle de la Villette, dont il fut Commissaire Adjoint. Puis il constitue la collection de la C.A.A.C.-The Pigozzi Collection de

1989 à 2009 et organise d'importantes expositions personnelles et collectives dans des musées et fondations du monde entier. En 1996, il rencontre Philippe Boutté qui devient son proche collaborateur. MAGNIN-A est un projet esthétique et politique, engagé dans la promotion d'ar-

tistes contemporains principalement africains. Aujourd'hui, la galerie représente une trentaine d'artistes et leur a donné une plus grande visibilité sur le marché de l'art contemporain. Les artistes ont désormais intégré de grandes collections publiques et privées. Le travail d'André Magnin et de la galerie MAGNIN-A a activement contribué au marché de l'art contemporain africain. La galerie collabore activement avec des

musées et institutions pour concevoir des expositions et des publications. Nombreux sont ses artistes qui ont participé à des manifestations internationales comme la Biennale de Venise et Documenta de Kassel... et ont été exposés dans des institutions internationales (Musée du Louvre, The Art Institute Chicago, Vitra Design Museum, Guggenheim Bilbao, The Museum of Fine Arts Houston, Grimaldi Forum Monaco, Tate Modern, Fondation Louis



Bodys Isek Kingelez, 1988, Kinshasa, RDC, © André Magnin

Vuitton, Fondation Cartier pour l'art contemporain, MoMA, AstrupFearnleyMuseet...)

Afrik.com

## La maison de Rosa Parks exposée symboliquement à Naples

La maison de Rosa Parks, figure emblématique de la lutte contre la ségrégation raciale aux Etats-Unis, est exposée en ce moment à Naples.

Une maison qui a failli disparaître en 2008 au moment de la crise des subprimes. La famille de Rosa Parks a demandé à l'artiste Ryan Mendoza de lui donner une nouvelle vie...

«C'était une maison qui devait être démolie, une maison que le gouvernement américain était à deux doigts de détruire. La famille a payé 500 dollars pour que la maison soit protégée de la destruction, et ils m'ont demandé, après avoir sollicité à 25 institutions différentes, si je serais prêt à aider pour sauver la maison, et j'ai dit, bien sûr, oui, je le ferais».

Almost Home

Refusant de laisser sa place à un blanc dans un bus, Rosa Parks écope d'une amende de 15 dollars. Martin Luther King lance un boycott des bus qui dure un an pour aboutir à l'abandon des lois ségrégationnistes dans les transports en commun aux Etats-Unis... Un moment d'histoire à ne jamais oublier !

«J'ai regardé et je regarde avec beaucoup d'intérêt l'aspect social que cette sculpture et cette installation nous suggère, car je suis convaincu qu'en ce moment, Naples a la possibilité de contribuer à ce phénomène d'intégration. Je crois qu'exposer cette œuvre ici est un cadeau, mais aussi un fardeau, et cela nous oblige à réfléchir.»

L'exposition «Almost Home - The Rosa Parks House Project» est à voir gratuitement au Palais royal de Naples jusqu'au 6 janvier 2021.

## CALENDRIER DE LIGUE 1 PHASE ALLER

## Les 18 matches aller du TP Mazembe

Après une saison 2019-2020 où le TPM a été sacrée malgré une compétition stoppée à cause de la COVID-19, place à la nouvelle saison. Ce jeudi 17 septembre après-midi, la Linafoot a dévoilé le programme qui attend les clubs de l'élite pour le prochain exercice. Les Corbeaux démarrent au Temple le 4 octobre prochain.

Les gros chocs de la phase aller interviendront dès le premier mois de la compétition. Vita Club le 18 octobre puis DCMP sept jours plus tard. Comme la saison dernière, le classico dès la 3ème journée mais il faudra attendre le 22 novembre pour le derby local.

Voici le calendrier des Corbeaux

1ère journée : 04/10/2020 TP

Mazembe-FC Blessing à 15h30 au Stade TPM

2ème journée : 14/10/2020

TP Mazembe-FC Lubumbashi Sport à 15h30 au Stade TPM

3ème journée : 18/10/2020

AS Vita Club-TP Mazembe à 15h30 au Stade des Martyrs

Match avancé : 21/10/2020

JSK-TP Mazembe à 15h30 au Stade des Martyrs

4ème journée : 25/10/2020

DCMP-TP Mazembe à 15h30 au Stade des Martyrs

5ème journée : 28/10/2020

TP Mazembe-AS Maniema Union à 15h30 au Stade TPM

7ème journée : 08/11/2020

CS Don Bosco-TP Mazembe à 15h30 au Stade TPM

8ème journée : 17/11/2020

AS Simba-TP Mazembe à 15h30

au Stade Manika

9ème journée : 22/11/2020

TP Mazembe-FC St Eloi Lupopo à 15h30 au Stade Kibassa

11ème journée : 29/11/2020

SM Sanga Balende-TP Mazembe à 15h30 au Stade Kashala

Match avancé : 05/12/2020

RCK-TP Mazembe à 15h30 au Stade des Martyrs

Match avancé : 08/12/2020

FC Renaissance-TP Mazembe à 15h30 au Stade des Martyrs

13ème journée : 12/12/2020

TP Mazembe-AC Rangers à 15h30 au Stade TPM

14ème journée : 23/12/2020

TP Mazembe-AS Dauphin Noir à 15h30 au Stade TPM

Match avancé : 25/12/2020

TP Mazembe-JS Groupe Bazano à 15h30 au Stade TPM

## TPM - DON BOSCO 3-1 EN AMICAL

## Tshibangu assure et Beya confirme

Six mois après avoir été contraints de s'éloigner des terrains suite à l'arrêt de la L1, les Corbeaux ont retrouvé le goût d'un match de football avant celui de la compétition dans deux semaines. Un doublé du petit dribbleur Isaac TSHIBANGU et l'addition de Joël BEYA dans l'après-midi du vendredi 18 septembre pour un verdict presque parfait n'eût été la réduction du score des Salésiens.

Dragan CVETKOVIC a lancé Sylvain GBOHOUO - Djoss ISSAMA, Tandji MWAPE, Kabaso CHONGO, Joseph Benson OCHAYA - Michée MIKA - Glody LIKONZA, Trésor MPUTU, Isaac TSHIBANGU - Chico USHINDI et Thomas ULIMWENGU.

Les Corbeaux prenaient tout de suite les choses en main face à une formation salésienne bien en place au milieu de terrain et qui allait leur causer quelques des soucis. Sans la vigilance de Sylvain GBOHOUO à la 26ème minute, le TPM pouvait courir derrière le score... Sur une frappe de Lumière BANZA, le gardien international ivoirien était obligé de se coucher pour, d'une main ferme, repousser le ballon au ras du poteau!

Malgré une nette domina-

tion, les Corbeaux n'avaient cadré aucun tir jusqu'à ce que le jeune Isaac TSHIBANGU débloque la situation. A la 40ème, sur un service de Chico USHINDI, il enrôle et c'est en pleine lucarne pour l'ouverture du score.

Don Bosco, par MWINI DIBUNDU, réagit à la 43ème mais la frappe du petit attaquant passe à quelques centimètres de la barre transversale. A la réception d'une passe de Trésor MPUTU, Isaac TSHIBANGU double la mise juste avant la pause. Il efface cette fois-ci trois défenseurs adverses et d'une nouvelle frappe enroulée permet aux Corbeaux de mener 2-0 à la mi-temps.

25 joueurs pour les 90 minutes

Au retour des vestiaires, les changements s'enchaînent pour donner du temps de jeu à tout le monde : Ibrahim MOUNKORO, Arsène ZOLA, Lebeau BINEMO, Christ KINSANGALA, Rabby MAYOMBO et Patou KABANGU dès la 46ème ; Gondry SUDI, Godet MASENGO, Delphin (jeune latéral gauche issue de la KFA), Nicolas KAZADI et Joël BEYA à la 55ème, maintenaient le rythme mais se faisaient punir sur une lar-

gesse défensive en concédant un pénalty à la 59ème. MWINI DIBUNDU s'en chargeait pour réduire le score.

De l'intensité et de la vitesse, la jeunesse et l'expérience donnaient une autre image des Corbeaux. La paire Joël BEYA et Gondry SUDI tentait tout ce qu'elle pouvait pour séduire, mais la conclusion lui a manqué entre l'heure de jeu et le dernier quart d'heure de la fin. Tutoyés par une frappe venue d'ailleurs de MWINI DIBUNDU obligeant Ibrahim MOUNKORO à sortir une parade de haut rang, les Corbeaux vont pousser pour obtenir le 3ème but. Joël BEYA, avec beaucoup de maîtrise s'infiltrait dans la surface jusqu'à placer, d'une puissante frappe, un ballon au premier poteau, 3-1 à la 67ème, et au final.

On a vu et admiré des Corbeaux dominateurs et plus frais physiquement même s'ils ont encore des jambes lourdes. Les nouvelles entrées de Magloire TAMBWE KALONJI, Philippe KINZUMBI et Adam BOSSU ne feront que maintenir l'équilibre d'une équipe qui a essayé et réussi à proposer du beau jeu face à un adversaire bien vaillant.

tpmazembe.com

## Annulation des matches de préparation de V.Club contre la sélection de Bandundu et Malebo Sport

Les matches de préparation que l'AS V. Club de Kinshasa devait livrer contre la sélection de Bandundu et Malebo Sport, dimanche au stade du 6 Mai, à Bandundu, ont été annulés par la Ligue de football de Bandundu pour des raisons de sécurité.

Le stade du chef-lieu de la province du Kwilu étant dépourvu de gradins appropriés, les organisateurs de ces deux rencontres ont trouvé bon d'annuler les deux matches afin de parer à toute



éventualité, étant donné l'aire de

Muski de Bandundu par 3-0. ACP

## Real Madrid : un dégraissage qui rapporte une fortune

En 2021, le Real Madrid révéra très grand avec, entre autres, les dossiers Kylian Mbappé et Edouardo Camavinga. Mais pour le moment, la Casa Blanca a décidé de rouler à l'économie. En effet, aucun recrutement (hormis les retours de prêt) n'est à signaler depuis l'ouverture du mercato. Et, sauf surprise, le gros de l'activité madrilène durant ce mercato concernera le rayon départs. Hier, le champion d'Espagne a d'ailleurs enregistré deux nouveaux départs.

Gareth Bale et Sergio Reguilon ont été respectivement prêtés et vendus à Tottenham. Deux noms qui s'ajoutent à la longue liste des joueurs ayant quitté la capitale espagnole : James Rodriguez (Everton), Javi Sánchez (Valladolid), Alberto Soro (Granada), Jorge de Frutos (Levante), Takefusa Kubo (Villarreal), Achraf Hakimi (Inter Milan) et Brahim Diaz (AC Milan). Et pour les Madrilènes, tous ces départs ont permis de renflouer les caisses ou de faire des économies. AS a d'ailleurs fait le point ce dimanche.

Avec Bale, le Real a ainsi économisé 7,5 M€ cette saison. Le club espagnol a en effet réussi à convaincre les Spurs de prendre en charge la moitié du salaire du gallois (15 M€). A cela, ajoutez une indemnité versée pour le prêt estimée à 14,5 M€. Au total, les Spurs ont même signé un chèque de 44,5 M€ aux Merengues puisque l'achat

de Sergio Reguilon a coûté 30 M€, sans compter les bonus estimés à 5 M€. Tottenham, un bon partenaire en affaires.

Même les canteranos ont rapporté de l'argent

Quelques semaines plus tôt, c'est un chèque de 40 M€ qui avait été encaissé avec la vente du latéral Achraf Hakimi à l'Inter Milan. Enfin, le jeune Oscar Rodriguez a été transféré au Séville FC en échange de 13,5 M€. Vous l'aurez compris, même si le transfert de James Rodriguez à Everton n'a rien rapporté, Madrid a tout de même récupéré pas moins de 98 M€. Un montant qui ne comprend pas les bonus négociés dans les dossiers Reguilon (5 M€) ou Oscar (10 M€ par exemple).

Enfin, même les prêts des jeunes ont rapporté quelques deniers. Celui de Takefusa Kubo à Villarreal a ainsi permis aux Merengues de récupérer 2,5 M€ (+ 2,5 M€ en bonus). Et en cédant 50% des droits de Javi Sánchez, Alberto Soro, Jorge de Frutos et de Dani Gómez, la Casa Blanca a touché pas moins de 13 M€. Au final, ce sont donc 111 M€ qui sont tombés dans l'escarcelle madrilène. Et dire qu'il reste encore des prétendants au départ (Mariano Diaz ou Luka Jovic)...

footmercato

## Guardiola veut "mériter" un nouveau contrat à Manchester City

Pep Guardiola entamera une cinquième campagne consécutive à la tête de la même équipe pour la première fois de sa carrière lorsqu'il emmènera City à Molineux lundi pour affronter les Wolves pour un premier match en Premier League cette saison. L'ancien coach de Barcelone et du Bayern Munich a remporté six trophées majeures en quatre saisons au stade Etihad, mais a échoué sur la scène locale face à Liverpool, ainsi qu'en Ligue des Champions contre Lyon la saison dernière.

« Je dois le mériter »

Cela laisse à l'un des entraîneurs les plus célèbres de sa génération beaucoup de choses à prouver à l'approche de la nouvelle saison, et Guardiola pense que ses employeurs sont en tête de liste de ceux qu'il doit impressionner. « J'adorerais rester plus longtemps ici. C'est un endroit où j'aime être, mais je dois le

mériter, a-t-il déclaré. Ce club a atteint des standards au cours de la dernière décennie, mais nous devons l'y maintenir et je dois le mériter. Je vais voir si je le mérite cette saison, en analysant comment le club avance et s'améliore », a confié le manager espagnol en conférence de presse.

« Une prolongation ? Nous n'avons pas parlé avec le club de cela », a déclaré Guardiola. « Ils me permettent de faire mon travail du mieux que je peux, avec tout mon staff et les joueurs, et c'est [ce que je] vais continuer de faire. Ils ne m'ont pas dit que je dois faire ceci ou cela, ou que je dois gagner ceci ou cela. Ils m'ont dit de jouer. Je connais les standards du club et si je n'atteins pas les normes, je ne mérite probablement pas [de rester] donc je dois gagner pour prolonger mon contrat », a lucidement analysé le technicien ibérique. footmercato

## Barça : Todibo veut partir

Le Barça traverse une grave crise institutionnelle et économique et si, à l'instar de Suarez ou de Vidal, certains joueurs sont poussés dehors, d'autres veulent partir de leur propre gré. C'est le cas de Jean-Clair Todibo. D'après une indiscretion de L'Equipe, le défenseur français s'est entretenu avec les dirigeants du Barça et sait qu'il ne sera pas titulaire en défense face à Clément Lenglet et Gérard Piqué et voudrait relancer sa carrière ailleurs. La même source affirme que le Barça serait prêt à baisser le prix du joueur (estimé à 25 millions d'euros) ou à accepter un prêt pour se séparer. Plusieurs formations de Premier League seraient d'ailleurs déjà à l'affût dans ce dossier (Everton, Wolverhampton et Leicester). Débarqué en 2018 au Barça en provenance de Toulouse, Jean-Clair Todibo n'a, pour rappel, joué que 5 matches avec les Blaugranas sur deux exercices.

Tel un diable dans un bénitier

# Le Fcc se bat pour le retour de J. Kabila en 2023

Après avoir mordu la poussière sur le combat de la rue où son partenaire à la coalition s'est montré très populaire, le Fcc a mis le cap sur un terrain qu'il croit lui être favorable, à savoir Internet. Cet outil médiatique qui s'impose à tous a offert au camp de Joseph Kabila de mettre sur la place publique tout ce qu'il a dans sa caboche mais aussi dans ses tripes et boyaux. Sans restriction ni censure. Quitte à l'internaute qui tombe sur leurs écrits de savoir démêler le faux du vrai tant la propagande lancée sur les réseaux sociaux est enrobée dans un faux chocolat fondant.

Le fond du problème c'est que le Fcc/Pprd se sent en perte de vitesse face au Cach/Udps et se doit de mener une offensive de charme en direction de l'opinion aux fins de remettre en selle Joseph Kabila. Il s'agit pour le Fcc de démontrer que, quel que soit le cas de figure, il serait toujours possible pour son autorité morale de casser toutes les barrières et se ren-

dre éligible à l'élection présidentielle en 2023. Pour ce faire, tous les brailleurs et autres grandes ont été mis à contribution pour atteindre cet objectif qui devient une question de vie ou de mort. D'ailleurs, on le voit déjà, tous ceux qui se disent ou se croient intellectuels, juristes, politologues, psychologues ou philosophes rivalisent d'ardeur dans les medias. Ils ne se gênent pas de dire à qui-conque veut les entendre qu'ils ont l'apanage de la meilleure interprétation des dispositions constitutionnelles.

Toutefois, s'étant cassé les dents au cours des débats sur cette matière, le Fcc a planifié une révision constitutionnelle en comptant le moment venu sur sa majorité parlementaire. Ce que la Cenco avait vite compris et s'était empressée de mettre en garde tous les élus du peuple en leur demandant de « veiller à ce que la majorité au parlement n'abuse de sa supériorité numérique pour faire voter des lois peu favo-

rables au progrès de la démocratie ». Les évêques catholiques estiment également que « la loi de la majorité n'est pas nécessairement synonyme de vérité ou de raison ni de garantie de cohésion sociale ». Et d'enfoncer le clou : « Une majorité parlementaire, si légale soit-elle, perd sa légitimité quand elle est déconnectée des intérêts et du bien-être du peuple ».

Le Fcc/Pprd a-t-il entendu ou compris cet appel pathétique du prélat ? Difficile à dire quand on lit l'avalanche de leurs élucubrations sur la toile. Entêtement quand tu nous prends ! « Avec l'effectivité de son statut de sénateur à vie, Joseph Kabila a bouclé la boucle du processus démocratique qu'il a entamé avec la promulgation de la constitution en 2006 », écrit sur son tweet Kikaya bin Karubi. Comme tout flatteur inveteré, notre professeur d'université poursuit en s'interrogeant : « Et après ? ». Lui-même répond : « Tout est permis ! ». Courtisan ès poli-

tique, il se permet une digression à la fin de son texte en prétextant que « coïncider Kabila c'est neutraliser Tshisekedi ». Déplorable mais aussi marrant car il s'imagine qu'il serait facile de lier le sort du chef de l'Etat en fonction à celui d'un homme dont la voie à la magistrature suprême est verrouillée par la constitution qui fait de ce dernier un sénateur à vie.

Le Fcc\_Pprd est dans le firmament. Il serait vraiment laborieux de ramener les courtisans de Joseph Kabila sur terre. D'autant qu'ils considèrent leur autorité morale comme un dieu. « Le retour de Joseph Kabila n'est pas un slogan c'est une réalité. Il va retourner au pouvoir et nous sommes en train d'y travailler. Toute la population attend cela avec impatience », a déclaré pour sa part Claude Nyamugabo devant une foule médusée du Pprd à Kolwezi. Y travailler, c'est bien ce que Ngoyi Kasanji a annoncé en dévoilant un pan de la révision que prépare sa

famille politique au cours de cette rentrée parlementaire. Il s'agit de voter une disposition qui permettrait aux parlementaires d'élire désormais le président de la République. Un piège à con qui ne peut pas passer dans l'opinion laquelle n'est pas dupe : le Fcc est majoritaire au parlement et il compte sur cette supériorité numérique pour faire passer une loi démocratique. Mon œil ! Il s'agit d'une pilule amère qui ne passera pas, aux dires du Cach/Udps qui les attend au tournant.

Comme on peut le constater, tant Felix Tshisekedi et Joseph Kabila ne se seront pas rencontrés pour fixer l'opinion tout pourrait arriver. Et la Cenco, qui se veut berger du peuple de Dieu, a compris ce qui se mijote dans les deux camps au pouvoir. Aussi a-t-elle demandé « au peuple de demeurer vigilant pour barrer la route à toute majorité ou minorité qui tenterait de prendre en otage notre pays et notre avenir par des subterfuges politiques dilatoires ».

Selon une ONG canadienne

## L'or de la RDC exfiltré illicitement à travers les pays voisins

Le commerce illicite de l'or de la République démocratique du Congo (RDC) via le Rwanda et l'Ouganda, continue de prospérer malgré les efforts visant à assainir le secteur, déplore IMPACT.

IMPACT, plateforme de la société civile canadienne qui existe de puis 1986, pointe du doigt des intermédiaires (négociants et exportateurs) dûment enregistrés en RDC, au Rwanda et en Ouganda qui exercent leurs activités sans crainte apparente de sanctions.

L'ONG les met à nu dans un rapport publié jeudi.

Ces négociants et exportateurs continuent à

mener ces activités « même après avoir été dénoncés publiquement année après année par les Nations Unies et des organisations internationales comme contribuant au commerce illicite de l'or artisanal de la RDC », signale IMPACT qui autrefois était connu sous le nom de PAC.

Les autorités congolaises ont fait des efforts pour assainir le secteur, reconnaît la plateforme. Mais, les intermédiaires ou les négociants les compromettent, accuse le rapport.

Pour Joanne Lebert, directrice générale d'IMPACT citée dans le rapport, ces intermédiaires déjouent les tentatives de démantèlement de leur système en

reconfigurant leurs activités dans toute la région lorsque nécessaire ou en créant des entités fantômes.

Ils donnent un semblant de légalité à leurs activités en déclarant un faible pourcentage de leurs exportations d'or tout en empochant d'énormes profits du commerce illicite.

Ainsi, l'or sorti en contrebande de la RDC et circulant sur le marché international légal – sous la forme de produits de consommation – est potentiellement lié à des activités criminelles, au blanchiment d'argent, à des groupes armés et à des violations des droits humains.

IMPACT cite notamment le cas Cavichi SARL mais

aussi Congo Golden Mining et Omega Gold Mining Ltd.

Le premier, Cavichi SARL, agréé à Bukavu de 2013 à 2016 a déclaré, aux autorités congolaises avoir exporté en 2015-2016 25.7 kg, mais à Kigali, la quantité déclarée était plutôt 5,290 kg, selon les documents de transit.

IMPACT révèle aussi que Cavichi SARL a largement sous-évalué ses exportations, les 5,290 kg ayant une valeur déclarée de 17.3 millions USD, tandis que leur valeur marchande internationale à l'époque serait plutôt de quelque 191.5 millions USD.

En plus, même si l'entreprise a fermé ses portes, son fondateur, Caetano Victor

Chibalonza, poursuit ses activités de négociant d'or, poursuit l'ONG.

« Les autorités rwandaises manquent à leur devoir de diligence concernant l'or qui entre au Rwanda en provenance de la RDC », soutient le rapport.

Congo Golden Mining Ltd et Omega Gold Mining Ltd ont fait de même que Cavichi SARL, mais avec des proportions différentes.

IMPACT demande que des enquêtes soient menées et que la RDC simplifie les étapes pour exporter l'or.

Au Rwanda et à l'Ouganda, IMPACT recommande de favoriser la coopération entre les organismes chargés de l'application de la loi afin de détecter les écarts commerciaux et resserrer les contrôles réglementaires de l'or déclaré comme provenant

Eddy Isango